

Sociologie de l'espace : modeles d'interpretation

Guy Tapie*

Resumé

La sociologie a considéré que l'espace et son architecture sont une création originale, empreints de caractéristiques sociétales et historiques. Dans une diversité problématique, elle a mis à l'épreuve du territoire et de l'espace de vie la conceptualisation de pratiques sociales, de processus de socialisation, de mécanismes décisionnels, signes du fonctionnement des sociétés. L'analyse du lien entre social et spatial a nourri des débats théoriques sur l'explication des usages. Pour les uns l'essentiel est dans la façon dont les individus, les groupes, les institutions, la société, investissent l'espace à partir des règles du jeu social ; d'autres privilégient l'importance des dimensions physiques, architecturales et urbanistiques, choix qui a mis l'accent sur les formes matérielles pour expliquer les pratiques. Une telle liaison n'était guère problématique pour de nombreux auteurs pour comprendre les sociétés et les mouvements qui les traversent. A partir des années 1970, en France, le lien formes – sociétés a été approfondi à partir de croisements disciplinaires entre anthropologie, sociologie, architecture et urbanisme. Les modes d'appropriation des espaces de vie ont posé avec force la question des rapports entre conception architecturale et usagers mobilisant la recherche architecturale et urbaine sur le rôle des concepteurs et experts qui projettent et matérialisent les aspirations des sociétés, des groupes et des habitants (Pinson, 1992 ; Conan, 1991). Pour développer les principes et les apports de cette sociologie de l'espace, nous présentons ses fondements théoriques à partir d'un choix personnel et limité d'auteurs ; puis, un regard sur trois expériences résidentielles majeures en France montre sa pertinence.

Mots clés : Sociologie de l'espace. Habitat urbain. Habitat en France. Espace – société.

* Université de Bordeaux, França.

Sociology of space: models of interpretation

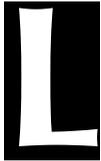
Abstract

The space and its architecture has been considered within sociology as an original creation, marked by social and historical characteristics. In view of the diversity of the problematic, sociology has seen through the lenses of the territory and the lived space the conceptualization of social practices, socialization processes, and decision mechanisms as signs of the functioning of societies. The analysis of the link between the social and the spatial has fuelled theoretical debates on the explanation of uses. For some, the essential is the way in which individuals, groups, institutions, and society express, in the space, the rules of social play; others highlight the importance of the physical, architectural and urban dimensions, giving emphasis to material forms for explaining practices. Since the 1970s, in France, the link between forms and societies has been strengthened by disciplinary articulations between Anthropology, Sociology, Architecture and Urbanism, thus fostering research on the role of those who plan and materialize the aspirations of societies, groups and population. In order to develop the principles and contributions of this Sociology of Space, we present its theoretical foundations, based on personal and limited choice of authors. Then a look into three of the most important French residential experiences shows its relevance.

Keywords: Sociology of space. Urban habitat. Habitat in France. Space – society.

De l'espace à la société : environnement matériel et formes sociales

La dimension culturelle de l'espace



Les anthropologues ont fait de l'espace autant une donnée qu'un élément signifiant. L'occupation d'un territoire ne relève pas strictement des conditions naturelles mais des structures sociales et culturelles d'une société ; liens de parenté (division clanique), appartenance à un groupe d'âge ou à un genre, expression du sacré et des croyances, marquent les lieux et l'organisation de l'espace physique de vie. Claude Lévi-Straus (1980, réédition) décrit ainsi le plan circulaire d'un village brésilien, conçu sur l'opposition entre centre et périphérie (hommes, femmes) selon une partition Sud/nord (clans et familles). Système de repères spatiaux qui enracine la mémoire collective du groupe, qui la transmet de génération en génération. Une organisation qui est un support d'identification par la distribution des activités, par les constructions, par les objets. Pour preuve, Claude Lévi-Straus explique que les missionnaires salésiens en modifiant le plan des villages ont cassé les anciens repères :

[...] désorientés par rapport aux points cardinaux, privés du plan qui organise leurs savoirs, les indigènes ont rapidement perdu le sens des traditions comme si leur système social et religieux était trop compliqué pour se passer du schéma rendu patent par le plan du village et dont les gestes quotidiens rafraîchissent perpétuellement les contours (Lévi-Strauss, 1980, p. 255).

Sur le même registre, Marcel Mauss (1983, réédition) décrit et explique les variations saisonnières remarquables de l'habitat des esquimaux : l'habitat d'hiver est composé d'une grande maison commune alors que celui d'été est essentiellement individuel fait de tentes relativement rudimentaires. Le premier est le lieu d'une vie collective in-

tense, le second d'un mode de vie basée sur la famille nucléaire. Ces différences ne sont pas simplement dû aux conditions climatiques (le froid), ni même à la concentration du gibier en fonction des saisons :

l'été étend d'une manière presque illimitée le champ ouvert à la chasse et à la pêche, l'hiver, au contraire, le restreint de la manière la plus étroite. Et c'est cette alternance qui exprime le rythme de concentration et de dispersion par lequel passe cette organisation morphologique, La population se condense ou se dissémine comme le gibier (Mauss, 1983, p.50).

Les formes de vie sociale et religieuses incarnent cette morphologie :

à ces deux formes de groupement, correspondent deux systèmes juridiques, deux morales, deux sortes d'économie domestique et de vie religieuse. A une communauté réelle d'idées et d'intérêts dans l'agglomération dense de l'hiver, à une forte unité mentale religieuse et morale, s'opposent un isolement, une poussière sociale, une extrême pauvreté morale et religieuse dans l'éparpillement de l'été (Mauss, 1983. p. 73).

Au milieu des années 1970, Edward Hall compare les cultures spatiales de plusieurs civilisations à partir d'une théorisation des pratiques de l'espace qu'il synthétise par le concept de « proxémie ». Il détermine la distance intime (15 à 45 cm), personnelle (entre 45 et 135 cm), sociale (entre 1,20 m et 1,70 m), publique (supérieure à 3,70 m) : mesures établies dans le cadre d'un groupe de citoyens américains. Il décrit ensuite les structures proxémiques entre culture occidentale, japonaise et arabe, à propos de l'usage de l'espace domestique et public. Il insiste sur les incompréhensions qui naissent de socialisations différentielles à la pratique des espaces : les occidentaux étouffent dans l'espace public arabe en raison d'une très grande proximité physique alors qu'ils se sentent mal à l'aise dans la maison arabe faute d'un espace cloisonné ; le japonais conçoit son espace vital à partir du centre et non pas des limites et sa perception repose sur la mobilisation concomitante de tous les sens alors que la perception occidentale privilégie

la vue. Toujours sur le registre d'une anatomie de la question spatiale, Pierre Bourdieu (1980) déconstruit la maison Kabyle comme projection matérielle de clivages sociaux (relations de genre ou de classes) et expression d'une cosmogonie. Norbert Elias (1974) caractérise un style de vie (« l'étiquette ») et l'organisation d'espaces habités dans la société de cour, une trame physique et comportementale du pouvoir royal. Georges Simmel (1988) interprète la nature symbolique des frontières territoriales (le pont, la porte) dans le partage des territoires. Maurice Halbwachs (1972) insiste sur la relation entre mémoire collective et espace matériel à propos de l'espace ouvrier en particulier. Michel Foucault marque l'importance des dispositifs spatiaux dont le panoptique, symbole de l'enfermement, dans les processus de domination. Pour tous ses auteurs, le territoire, l'espace, le lieu, les constructions et leur organisation révèlent le social, les pouvoirs et portent des identités, des normes, des processus d'apprentissage de comportements et d'attitudes.

La ville et la sociologie

La constitution des villes modernes a été un processus essentiel pour une prise de conscience de l'importance de l'espace et du territoire. Dans la lignée des travaux de Max Weber (Weber, 1982) ou des utopistes de la fin du XIX^{ème} siècle, la ville a été l'objet de nombreuses attentions pour caractériser le renouvellement des structures sociales et des pouvoirs qu'elle reflétait. L'opposition communauté / rural / tradition et société / ville / modernité a fondé la sociologie urbaine, dont l'Ecole de Chicago (1915-1935) du début du vingtième siècle. Ces auteurs pressentent une civilisation urbaine au travers de deux phénomènes : la concentration d'individus en un même lieu ; l'installation de migrants au sein de mégapoles, pris entre le désir de préserver leurs modes de vie natifs et l'assimilation à un monde nouveau. L'un des fondements de la prise de

possession des lieux est la compétition spatiale à l'image des processus observés pour les espèces animales ou végétales.

La ville est ainsi une mosaïque de territoires dont l'identité de chaque élément est marquée par un groupe social ou ethnique dominant et par une vie de quartier souvent originale. Une mosaïque qui vue de plus haut renvoie une image d'unité globale au-delà de la singularité. La ville est plus que l'agrégation physique d'individus ou de territoires, elle est un état d'esprit. Etat d'esprit dont les traits principaux sont la tendance à l'individualisme, l'impersonnalité des relations, la compétition entre individus et groupes, des engagements collectifs sélectionnés, l'aliénation et la déviance. Inversement, la ville admet des brassages culturels, des formes d'émancipation politique, une tolérance de l'autre et du marginal, une cohabitation physique pacifique entre groupes sociaux et ethniques. Cette personnalité sociale sera traduite dans un concept l'urbanité, repris par les professionnels de la ville pour signifier l'art de vivre dans les métropoles et se dissocier de la sphère domestique.

Sociologues, anthropologues urbains, géographes, (Raulin, 2001 ; Hoggart, 1985), explorent sans discontinuité la composition de la ville : « *Beaux quartiers* », ghettos, « *village urbain* » (Young et Wilmott, 1983), en sont les ingrédients et la ségrégation le moteur. La superposition entre appartenance de classe, ethnique, nationale, et milieu de vie est mise en avant pour décrire les quartiers, leur identité collective, leurs mutations. Une étude du Near West Side à Londres, met en lumière les phénomènes de différenciation ethnique dans un quartier de lotissements sociaux, en particulier l'opposition entre italiens et noirs :

Les italiens sont plus souvent propriétaires de leur logement, ils possèdent les établissements commerciaux du secteur, ils ont intégré les forces de police locale, ils se regroupent à tout âge dans des clubs ayant pignon sur rue, multiplient les manifestations publiques religieuses ou civiques et ne cessent de rappeler la diversité de leurs origines régionales. Par contraste les noirs ont peu de références à leur provenance, habitent des logements publics, n'ont pas de sociabilité organisée pour les adultes, pas d'influences dans les institutions locales et ne dispose d'aucun réseau commercial propre. (Raulin, 2001, p. 121)

Dans le cas d'un quartier pakistanais de Londres, les formes de solidarité ethnique s'accordent avec une compétition interne et la reproduction de hiérarchies anciennes (castes dans le cas des migrants indiens par exemple) ou nouvelles par l'émergence d'élites qui contrôlent les institutions locales.

Henri Coing (1966) en donne une illustration dans le cas du XIII^{ème} arrondissement de Paris au moment de sa rénovation. Quartier assimilé à une communauté dès lors qu'il possède les propriétés suivantes : présence d'une population socialement et culturellement homogène et anciennement sédentarisée (classe ouvrière) ; des institutions locales actives ; des équipements, des espaces publics fortement valorisés ; des manifestations culturelles (fêtes, bals populaires, sport) ; une vie politique et militante, prolongation naturelle au sein du quartier (cafés, places) des activités de l'usine. De nombreuses scènes publiques créent de la familiarité, des solidarités, des échanges. Les pratiques de l'espace public sont plus intenses que le logement est exigü, surpeuplé et peu confortable. L'imbrication forte entre lieux d'habitat, lieux de travail et commerces, conduit à une vie sociale dense, solidaire. Cet archétype a servi d'étalon pour mesurer l'unité sociale d'un territoire (quartier) et se réfère aux observations des processus d'occupation communautaire (« village urbain »)

fréquemment déclinés sous de multiples formes : la fin de l'habitat ouvrier, la gentrification, les lieux des élites.

À la fin des années 1960, en France, la sociologie urbaine est foisonnante pour expliquer la transformation des villes, les grands ensembles de logements sociaux ou les rénovations des grandes métropoles. Une perspective critique (Castells, 1972 ; Castells et Godart, 1974 ; Topalov, 2001) conteste vigoureusement l'adéquation spontanéiste entre modes de vie et territoire et l'angélisme d'un point de vue naturaliste. À partir d'une théorisation marxiste du statut de l'urbain, elle met l'accent sur l'extension de la domination capitaliste à la sphère de la consommation où se renouvelle la force de travail. Grandes entreprises et fractions de l'appareil d'Etat, agents des classes dominantes, sont les acteurs principaux de l'organisation du territoire et de la manière de le produire. La finalité de cette alliance objectivée est de contrôler la reproduction de la force de travail. L'espace est le reflet actif d'inégalités spatiales et sociales plus que le cadre adapté où se développent les modes de vie des uns et des autres. Cette construction théorique – la référence à la société industrielle, la projection de rapports de classe sur le territoire — ne laisse que peu de place à des changements sociaux plus complexes (la composition ethnique, la place des jeunes). Elle ignore les qualités spatiales et urbaines de chaque ensemble d'habitat pris séparément.

Quasiment au même moment, les théories sur l'appropriation de l'espace s'ancrent dans le milieu de la recherche architecturale et urbaine. Henry Lefèvre (2000) pose que l'espace est autre chose que le simple support matériel de rapports sociaux qui se définissent ailleurs. Nicole Haumont et Henry Raymond (1966) sont plus explicites sur l'existence de modèles socioculturels dans la façon de s'approprier les territoires. Ils opposent les pratiques et les perceptions de l'espace habité dans les grands ensembles de logements sociaux et celles de l'habitat pavillonnaire, lieu d'un nouveau mode de vie et ordre social. Le concept d'appropriation

sert la connaissance des relations usagers-architecture sur la base du triptyque espace public, espace de transition, espace privé, homologue du type de relations sociales : la société, la sociabilité quotidienne dont le voisinage, l'individu. Plus généralement, de multiples facteurs sont mis à contribution pour expliquer les usages et le vécu des espaces quotidiens : psychologiques (biographie des individus, habitudes acquises) ; environnementaux (situation géographique, localisation, disposition des espaces) ; socioculturels dont l'appartenance à une classe d'âge, à une catégorie sociale, à un genre, à un groupe culturel. L'impact de la culture sur les pratiques spatiales et les théorisations de l'usage confortent l'audience de ces approches auprès des professionnels de l'espace. Les perceptions, significations, représentations et usages de l'architecture sont devenus si ce n'est des objets scientifiques à part entière, au moins des dimensions à observer pour qualifier les phénomènes sociaux et culturels.

En définitive, l'affirmation d'une causalité univoque entre social et spatial a laissé le terrain à des approches plus dialectiques dictant la prudence aux sociologues quand ils nient toute autonomie de la forme et aux concepteurs quand ils croient détenir les clés d'un « *bon* » usage ou plus encore celui du futur. Le retour en force d'analyses empiriques, l'écoute du réel et la méfiance vis-à-vis de théories globales, souvent critiques, ont légitimé des analyses intermédiaires comme celles des modes d'appropriation, entre forme spatiale et pratiques.

Métropole et globalisation, de nouveaux référents territoriaux

La conceptualisation de la *métropolisation* ou de la *métapolisation* (Ascher, 1995 ; 1998) est une autre étape de la réflexion à partir d'une extension territoriale des lieux de vie des urbains et progressivement de l'importance accordée à la globalisation et la mondialisation. Quelques icônes en sont les emblèmes : les grands centres commerciaux où conver-

gent les consommateurs dans des flux incessants d'automobiles, qui deviennent des ersatz d'espaces publics ; les périphéries urbaines d'habitat individuel, symbole et syndrome d'un nouvel art de vivre, de la ville émergente, qui entérinent le règne de la propriété, acquisition élevée au rang de patrimoine pour de nombreuses couches populaires ; les centres économiques, dont la génération de buildings épouse les cours de la bourse, ombres tutélaires d'un ordre libéral et mondial ; les réseaux de communication, virtuels et réels, qui tissent des liens, mélangent les cultures, exacerbent les oppositions, et qui font du monde une vaste cité informationnelle où l'appartenance à un territoire est mise en question. La désarticulation-réarticulation du temps et de l'espace (Giddens, 1993 ; Castels, 1998), la puissance des flux de nature diverse (capitaux, informations, technologies, images, symboles), les nouvelles logistiques de production de biens et de services, les mouvements des individus et des populations, participent à cette recomposition métropolitaine (Veltz, 1996).

Dans un tel contexte, la mobilité est une notion clé, devenue une caractéristique de l'hypermodernité. Elle revisite les représentations et les imaginaires singuliers liés aux déplacements dans lesquels l'homme structure une identité et opère une transformation de sa vie. La mobilité est vecteur d'une expérience sociale dans un cadre métropolitain au regard des pratiques et des besoins de la plupart des habitants quelle que soit leur localisation ou leur condition de vie. Elle est entendue dans une signification élargie (rapidité du déplacement, accessibilité, style de vie) et incarne le passage de sociétés « des lieux » à des « sociétés de flux et du mouvement », de sociétés balisées par des frontières physiques et identitaires à des sociétés aux frontières plastiques et aux identités plurielles et métissées. Les thèmes classiques de la sociologie s'accordent avec un renouveau du cadre de vie des sociétés contemporaine : l'individualisme croissant et dominant ; l'anonymat et l'abandon des formes de sociabilités

traditionnelles fondées sur la communauté ; des interrogations sur l'idée de société et de lien social

Expériences résidentielles françaises, conditions matérielles et modes de vie

Cette sociologie de l'espace se déploie sur de multiples objets. L'architecture monumentale émet des signaux forts aux populations par la création des lieux de la post-modernité où se mêlent fréquemment édifices religieux, monuments dédiés aux pouvoirs politiques, et temples de la finance ou de la consommation. Par la fabrication d'un espace public, la démocratie, le collectif et le lien social sont mis en scène ; par l'habitat, un projet personnel, familial, social, est mis en forme ; par l'aménagement du territoire et les grandes infrastructures, une nation s'équipe ; par la transformation de la ville, de nouvelles cultures des lieux se manifestent, entre mondialisation et localisation. Plus précisément, le regard porté sur trois expériences résidentielles majeures françaises montre la pertinence d'une approche disciplinaire qui mêle réflexion sur l'espace et analyse sociétale : des formes pré-modernes d'habitat (le bidonville) ; les grands ensembles de logements sociaux ; « *le pavillon* » et les lotissements de maison individuelle, pratiquement un icône culturelle en Occident.

Du bidonville à la cité de transit, la communauté éclatée

Dans les années 1970–1980, l'ethnologue urbaine Colette Pétonnet (1982) se focalise sur les pratiques du quotidien et les significations d'un mode d'habitat stigmatisé et banni, la cité de transit qui vise à résorber les derniers bidonvilles en France. Elle est conçue comme un état intermédiaire entre le mal logement et le logement HLM. Elle décrit

l'installation de deux groupes de migrants : l'un d'origine étrangère, espagnols et portugais, l'autre de français fortement précarisés. Leur trajectoire respective passe pour les premiers par le bidonville, habitat mis en contraste avec la cité de transit. Elle livre une réalité de terrain sur le rôle positif joué par les bidonvilles et sur le raté des cités de transit.

Le bidonville est un quartier de banlieue fortement imprégné d'un mode rustique d'habiter, faisant référence à l'origine rurale des occupants et aux conditions spartiates de logement. Ses caractéristiques semblent universelles quelle que soit leur localisation ou leur taille, dans ce cas très modeste si on les compare aux grands bidonvilles des métropoles asiatiques, africaines ou d'Amérique du sud : une localisation sur les délaissés de l'urbanisation à l'intersection des autoroutes, proches des lignes de chemin de fer, de canaux ou de fleuves, avec de l'eau potable à proximité du terrain voire la possibilité de raccordements à des réseaux d'électricité ; une tolérance tacite des autorités ; une installation acceptée par l'environnement (institutions publiques, écoles, services sociaux, associations, population). La maison d'habitation garde trace de l'habitat rural et d'un mode de vie communautaire « perpétuant le passage continu du dedans et du dehors » souvent faute de place. Récupérant les matériaux de construction, le mobilier, la maison par ses assemblages hétéroclites, relève de la « *bicoque* ». Pour les portugais et espagnols, le bidonville assure la transition entre deux mondes : le milieu d'origine et la société d'accueil. Il donne sécurité et adaptation aux nouveaux arrivants en les protégeant contre une déculturation brutale. Le groupe est solidaire (construction d'une baraque ; garde d'enfants ; travaux en commun : corvées de bois et d'eau ; soutien moral, accès à des réseaux d'emploi) ; il est aussi contraignant par les normes qu'il impose : transmission aux enfants des valeurs du pays et du mode de vie antérieur ; respect de règles du mariage.

Par l'analyse des modes de vie, Colette Pétonnet montre les caractéristiques d'une culture populaire souvent dénigrée car en rupture avec des codes plus savants. Les habitudes et les gestes quotidiens l'expriment : la nourriture, le temps libre, la toilette, la douleur, la vie sexuelle, les enfants. Pour la première génération de migrants, une épargne est possible pour acheter une maison ou un appartement, au pays ou en France. Elle s'effectue au prix de nombreux sacrifices quotidiens.

Néanmoins, la destruction des bidonvilles est inéluctable pour des raisons sanitaires, politiques et économiques. Dès lors, le déplacement des habitants est obligatoire et deux formes de relogement sont observées. Certains construisent leurs maisons ou en rénovent. Les plus nombreux ont rejoint dans des cités de transit une population déjà prolétarisée, d'origine française, subissant le mal logement : roulotte, abris de jardin, sous-sol insalubre de maison, squats temporaires. Cette forme de relogement s'effectue de manière aléatoire sans tenir compte des choix personnels, des liens antérieurs entre personnes et des communautés. Le choix est arbitraire et autoritaire, vécu comme une sanction, et s'accompagne d'un sentiment de honte et de culpabilité.

Alors que les autorités publiques mettent en place des parcours d'insertion et d'intégration par la cité de transit, le relogement produit de la culpabilisation et un sentiment d'infériorité que l'image physique de la cité renforce. Les familles déracinées doivent reconstruire une appropriation du cadre de vie qu'elles n'ont pas choisi et de nombreuses difficultés jalonnent le chemin de l'accoutumance. Sur le plan de l'identité résidentielle, « la cité est un territoire incohérent et tragique », incohérent car les groupes sociaux qui la composent ne produisent pas une vie collective riche ; tragique car la cité fait l'objet d'une disqualification collective. Le mélange de populations, conséquence d'un mode d'attribution aléatoire des logements, augmente les conflits de voisinage.

Colette Pétonnet décrit avec minutie les comportements et les attitudes des habitants de bidonvilles, puis de cités de transit, montrant les effets de ces trajectoires et la symbiose existante entre des pratiques et un espace habité. Elle instruit les effets déstructurant de la transition spatiale, alors que les habitants gagnent en confort ; elle stigmatise l'exclusion sociale en œuvre, conséquence d'un relogement mal vécu et la violence du changement. Il émerge des cités de transit un néo-prolétariat urbain, quart-monde des sociétés modernes ; signe d'une domination sociale par diffusion de nouvelles normes d'habitat imposées par l'Etat. Pour autant d'autres études ultérieures montreront que les cités de transit vivent bien à condition d'être soutenues par des structures d'animation adaptées. Certaines seront réhabilitées dans le souci de préserver ou de mettre en valeur une culture populaire de l'habitat. Contre-exemples qui éclairent des possibilités trop souvent ignorées ou marginalisées par les pouvoirs publics et les organismes gestionnaires de logements sociaux.

Les grands ensembles de logements sociaux, du confort à la stigmatisation

D'un triple point de vue sociographique, sociopolitique et socio-historique, la production des grands ensembles de logements sociaux (ours¹, barres) est une expérience résidentielle majeure en France. Entre 1945 et la fin des années 1960, l'Etat met à l'agenda la résorption du mal logement accumulé depuis plusieurs décennies. Les dégâts de la deuxième guerre mondiale, l'afflux de main d'oeuvre (d'origine étrangère ou issue de l'exode rural), accentuent la crise. Une politique très ambitieuse

¹ L'OURS – l'Office universitaire de Recherche Socialiste.

de construction de logements sociaux s'enclenche, légitimée par l'entrée de la France dans une période de progrès économique et social sans précédent. Elle produit quantitativement et rapidement un grand nombre de logements et organise rationnellement le développement urbain. Elle conçoit des logements modernes et confortables : avec l'eau courante, des toilettes et salles de bains, dans l'appartement ; des logements spacieux pour contrecarrer le surpeuplement, et lumineux. Elle répond aux besoins de « la famille nucléaire », icône d'une nouvelle modernité, prise dans une trajectoire professionnelle ascendante au pouvoir d'achat renforcé. L'Etat mobilise alors les moyens financiers, réglementaires, industriels, pour bâtir les logements attendus.

Les sociologues n'ignorent pas une transformation aussi rapide et radicale de l'habitat. Certains soutiennent que l'amalgame issu du brassage social introduit du changement : les aspirations et les pratiques de ceux qui sont en haut de l'échelle sociale font référence pour les autres et par conformisme tous s'y rallient, du plus humble au plus ignorant ; de nombreux habitants « arrivent sans histoire, sans passé » dans un environnement nouveau et adoptent aisément des comportements originaux jamais vécus auparavant.

D'autres sont nettement plus sceptiques (Chamboredon ; Lemaine, 1970). Pour eux, la principale caractéristique de la population qui réside dans un grand ensemble est son hétérogénéité. Hétérogénéité au regard de la proximité immédiate d'autres types d'habitat : pavillons, immeubles de copropriété, quartiers résidentiels. La classe ouvrière est majoritaire dans le logement social collectif, la classe moyenne ou supérieure dans les autres cas. Un voisinage qui montre des valeurs et des styles de vie différents. L'une des conséquences est la stigmatisation de ceux qui habitent les grands ensembles. Hétérogénéité interne aussi car aucun groupe social ne domine et n'impose ses codes comportementaux et perceptifs à l'ensemble des habitants pour réguler la vie collective ; hété-

rogénéité issue des multiples filières d'attribution de logements qui drainent des clientèles singulières économiquement et socialement plus ou moins aisées. Pour les uns (ouvriers qualifiés, cadres moyens, cadres supérieurs) le grand ensemble est une étape provisoire dans une trajectoire sociale ascendante. Pour les autres (manoeuvres, ouvriers spécialisés, frange inférieure de la classe ouvrière), il est le terme de leur trajectoire résidentielle ou la « *fin de leur carrière urbanistique* ». Mécanismes de sélection qui conduisent dans un même lieu des ménages en situation d'ascension sociale et d'autres de relégation. Ce n'est pas sans effet sur la perception du cadre de vie, sur la cohabitation entre habitants, sur les modes d'appropriation. La spécificité de ce peuplement conduit à des oppositions et des conflits entre les différentes fractions de la population qui composent les grands ensembles : divergence d'opinion sur la qualité de la vie, opposition de modes de vie, conflits de voisinage.

Les problèmes de cohabitation scellent une critique massive de ce type d'habitat et de sa forme. Si le confort légitime la construction de grands ensembles de logements sociaux, et ce n'est pas rien, rapprocher spatialement des groupes pour gommer les différences sociales ou culturelles et créer une nouvelle société sans clivages sociaux est presque naïf. Les trajectoires sociales et résidentielles sont des variables clés de l'analyse des comportements, les uns en transition, d'autres captifs. Les mécanismes d'appropriation ont des chances alors de diverger. La critique des prétentions civilisatrices de l'urbanisme des années 1950-70 est aussi stimulante. Les difficultés connues des grands ensembles ont collé une image « négative » au logement HLM, voire « injuste » et souvent chargée d'une méconnaissance de la vie réelle. Sans ignorer la formation des ghettos depuis quarante ans dans les banlieues, la dimension réputationnelle a pris largement le pas dans les jugements portés au détriment des conditions de vie.

Lotissements et pavillons, un mode de vie contemporain

Dans l'histoire du logement, l'habitat individuel a une place singulière dès lors que la société industrielle fait naître les espoirs du progrès économique. La parenthèse des grands ensembles est ouverte en 1950 pour se refermer trente ans plus tard et laisser la place à une croissance du marché de la maison individuelle. Les transformations sociologiques, l'amélioration du niveau de vie qui crée une clientèle solvable et confiante, les vertus d'ascenseur social dont est parée la maison, défendue par les pouvoirs politiques d'alors (y voyant un instrument de pacification sociale si besoin), les progrès techniques sont les facteurs du succès d'une nouvelle marchandise. Les propriétés mythiques dont elle est investie, la création d'un patrimoine, une marque de modernité sans renier les ascendances rurales, l'acquisition d'une notabilité pour son possesseur, participent à l'adhésion des populations. Consacrée par la reconnaissance sociale ; louée par la publicité pavillonnaire ; encouragée par les pouvoirs publics, l'accession en maison individuelle devient un horizon d'attentes pour tout le corps social. La finalité est de faire de la France « le pays des petits propriétaires », et réduire explicitement le fossé entre « les gens riches des villas et les ouvriers des collectifs »².

Le pavillonnaire signifie l'émergence d'un nouveau genre de vie. La convergence d'un statut, être propriétaire, d'un type d'habitat, individuel, et de mouvements de la société (augmentation généralisée du niveau de vie, déclin des antagonismes sociaux) révèle une rupture historique. Le succès de l'habitat individuel s'enracine sur la faillite des grands ensembles à opérer le vaste brassage social et l'émancipation des

² Déclaration fait par Valéry Giscard d'Estaing, président de la République française, en 1974.

individus tels que l'avaient espéré leurs initiateurs. La critique des tours et des barres caractérisées par l'entassement, la promiscuité, les conflits de voisinage et de cohabitation sociale, n'est pas secondaire dans le succès de la maison. Les problèmes des banlieues alimenteront régulièrement la répulsion chronique du collectif (locatif social en particulier) pour de nombreux groupes de populations.

La force de ce modèle d'habitat repose sur plusieurs éléments. En premier lieu, l'espace de la maison est plus grand, adaptable et flexible. Elle permet de réaliser d'importantes transformations, liées à l'évolution de la famille et de ses besoins. Vérandas, appentis, abris de jardin, aménagement des espaces extérieurs et des terrasses, transformations de l'usage des pièces, décoration et organisation de l'ameublement, sont autant de signes d'appropriation de l'espace habité et du potentiel de la maison individuelle. Elle offre davantage de réponses à l'arrivée de nouveaux enfants, à leur revendication d'indépendance ainsi qu'à leur séjour de plus en plus long dans le foyer familial, ou aux désirs fluctuants des membres de la famille. En deuxième lieu, le jardin, dont l'investissement est motivé par un besoin de bien-être : le jardin est quasiment une pièce du logement d'où la recherche systématique d'une intimité pour se protéger du regard. L'attention des habitants à leur pièce de verdure et à sa défense s'inscrit dans le besoin « d'un réservoir de tranquillité et d'intimité », connoté avec les éléments naturels (soleil, vue) et ludiques, pour se dégager des pressions de la société. La maison et le jardin garantissent aussi la mise à distance des voisins. En troisième lieu, la maison laisse la possibilité aux habitants de concevoir et de fabriquer eux-mêmes leur cadre de vie. Ils ont en partie des « auteurs » ce qui renvoie à l'exercice fondamental d'une liberté d'élaborer un projet qui répond à des désirs personnels. Enfin, Le pavillon engendre un mode singulier d'être ensemble, de concevoir son rapport à la collectivité, le plus souvent sur le mode du repli sur soi ou de la cohabitation avec ces proches sociologiques dans

de petites unités résidentielles. Habiter dans un pavillon s'avère être sécurisant. Plus généralement, les représentations des apports de la périurbanité opposent la campagne purifiée à la ville, ville qui fait craindre un voisinage intrusif, une mauvaise cohabitation sociale, des relations à risques pour les enfants et adolescents.

Pourtant, l'image de la maison, au moins celle du pavillon produit en série, change de plusieurs points de vue. Sa conception n'intègre que modérément la richesse symbolique d'une vraie maison avec sa cave, son grenier et la puissance d'une identité transmise de génération en génération. Sa conception n'a pas suivi la demande de singularité de la part des habitants : les séries des constructeurs commencent à peine à développer des concepts destinées à qualifier l'originalité d'un segment de marché et partant d'une clientèle en attente de distinction. La dégradation relative de l'image de la maison est à mettre en relation avec les évolutions des structures des ménages qui rendent moins lisibles un projet familial sur la durée d'une génération. L'augmentation du nombre de séparations, de divorces et les recompositions des familles qui en découlent, en sont des indices. De plus en plus d'urbanistes et d'experts critiquent la maison individuelle dans sa prolifération mal contrôlée. Elle est un symptôme de désorganisation spatiale : consommation d'espace, utilisation intensive de l'automobile. Un autre usage du territoire se dessine qui remet au goût du jour un mode de vie urbain y compris pour les populations de la périphérie.

D'une sociologie de l'espace à une sociologie des professionnels de l'espace

Sociologie urbaine et sociologie de l'habitat se sont développées de concert pour décrire les formes originales de la vie urbaine au moment de l'industrialisation. Guidées par une logique scientifique, elles ont en parti-

culier porté une grande attention aux milieux de vie et aux dynamiques plus globales et souterraines de leur production. L'accent mis sur la socio-anthropologie, les liens établis avec l'architecture et l'urbanisme, la sollicitation des sciences sociales pour analyser le réel et le transformer, se sont prolongés dans des approches plus finalisées, plus pragmatiques, et plus réformistes. Si le lien formes spatiales et sociales est d'abord un postulat scientifique, il est devenu aussi un enjeu d'action pour changer le monde. Un autre pan de la recherche s'est alors intéressé aux professionnels de l'espace susceptibles d'induire le social à partir de leurs intentions et de leurs savoirs. Par leur rôle et leur travail, ils préfigurent voire forment des dispositifs spatiaux qui soudent et expriment les relations entre individus ou entre groupes : habiter, se détendre, se déplacer, travailler, apprendre, se soigner, faire de la politique, administrer. Ces professionnels anticipent et réalisent ce qui constitue plus que le décor, la scène où se jouent les rapports sociaux dans une symbiose souvent mise en évidence entre une société et son espace bâti et architecturé. Acteurs et action sociale s'entremêlent pour engendrer les règles de la vie collective, dynamique dont il importe de poursuivre l'analyse.

Guy Tapie - Professeur de sociologie, École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux, France. ✉ guy.tapie@archi.bordeaux.fr

References

1. ASCHER, François. **La république contre la ville**. Essai sur l'avenir de la France urbaine. Paris : Éditions de l'Aube, 1998.
2. ASCHER, François. **Métapolis ou l'avenir des villes**. Paris: Odile Jacob, 1995.
3. BOURDIEU, Pierre. **Le sens pratique**. Paris: Éditions de Minuit, 1980.
4. CASTELLS, Manuel ; GODARD Francis. **Monopolville, l'entreprise, l'Etat, l'urbain**. Paris : La Haye, Mouton, 1974.
5. CASTELLS, Manuel. **La question urbaine**. Paris : Maspéro, 1972.
6. CASTELLS, Manuel. **La société de l'information**. 3 vols. Paris : Fayard, 1998.
7. CHAMBOREDON, Jean Claude ; LEMAIRE, Madeleine. Proximité spatiale et distance sociale : les grands ensembles et leur peuplement. **Revue Française de Sociologie**, Paris, v.1, n. 11, p.3-33, jan./fev.1970.
8. CHOMBART DE LAUWE, Paul-Henry. **Des hommes et des villes**. Paris : CNRS,1965.
9. COING, Henri. **Rénovation urbaine et changement social**. Paris: Éditions Ouvrières, 1966.
10. CONAN Michel. **Concevoir un projet d'architecture**. Paris : L'Harmattan, 1991.
11. ELIAS Norbert. **La société de cour**. Paris: Flammarion, 1974.
12. GIDDENS Anthony. **Les conséquences de la modernité**. Paris : L'Harmattan, 1993.
13. HALBWACHS, Maurice. **Classe sociale et morphologie**. Paris : Éditions de Minuit, 1972.
14. HAUMONT Nicole ; RAYMOND Henri. **Les pavillonnaires**. Paris : Centre de recherche urbaine, 1966.
15. HOGGART, Richard. **La culture du pauvre**. Paris:Seuil, 1985.
16. LEFEBVRE Henri. **La production de l'espace**. Paris : Anthropos, 4.^ª ed., 2000.
17. LEPETIT Bruno ; TOPALOV, Christian. **La ville des sciences sociales**. Paris: Belin, 2001.
18. LEVI-STRAUSS, Claude. **Tristes tropiques**. Paris : Plon, 1980.

Sociologias, Porto Alegre, ano 20, nº 47, jan/abr 2018, p. 370b-391b

19. MARTUCCELLI, Danilo. **Sociologie de la modernité**. (Chapitre XI, l'Ecole de Chicago, la condition humaine dans la ville moderne). Paris : Folio, 1999.
20. MAUSS Marcel. **Sociologie et anthropologie**. Paris : PUF, 1983.
21. PETONNET, Colette. **Espaces habités**. Ethimologie des banlieues. Paris : Galilée, 1982.
22. PINSON Daniel. **Usage et architecture**. Paris : L'Harmattan, 1992.
23. RAULIN Anne. **Anthropologie urbaine**. Paris : Armand Colin, 2001.
24. SENNETT, Richard. **La conscience de l'œil**. Paris : Plon, 1983.
25. SIMMEL, Georges. **La tragédie de la culture**. Paris : Rivages, 1988.
26. VELTZ, Pierre. **Mondialisation, villes et territoires**. L'Economie de l'archipel. Paris : P.U.F., 1996.
27. WEBER, Max. **La Ville**. Paris : Aubier- Montaigne, tradução de Philippe Fritsch, 1982.
28. WERBNER, Pnima. **The migration process: capital, gifts and offerings among British Pakistanis**. New York : Berg Publisher, 1990.
29. YOUNG, Michael, WILLMOTT, Peter. **Le village dans la ville**. Paris : Édition du CCI, 1983 (1957).

Reçu : 20.07.2016

Accepté : 30.08.2016

